



Tract 1er mai : ensemble faisons converger nos luttes !

jeudi 26 avril 2018, par [Bariaud](#)



Pour un 1^{er} mai revendicatif et combatif, contre la remise en cause des acquis sociaux, la sélection à l'Université, pour le progrès social, la paix et la solidarité internationale, la FERC CGT appelle à participer massivement à l'ensemble des manifestations qui auront lieu partout en France.

Comme le montrent les dernières interventions du Président Macron à la télévision, le gouvernement ne répond que par le mépris, le cynisme, la violence, aux multiples revendications exprimées ces dernières semaines par une majorité de la population. Pourtant, avec détermination, souvent dans l'unité, de nombreux salarié·es du privé comme du public, retraité·es, privé·es d'emploi, étudiant·es et lycéen·es se mobilisent pour refuser les politiques gouvernementales et patronales et porter d'autres perspectives de progrès social.

Ainsi, les cheminot·es participent très largement au mouvement de grève contre la casse du service public ferroviaire, pour l'amélioration du service rendu aux usagers, pour le maintien de leur statut, les fonctionnaires s'emparent, par la grève et la manifestation, contre les 120 000 suppressions de postes, contre le rétablissement du jour de carence, pour exiger la fin du gel des salaires et pour le développement du service public. Les retraité·es sont largement mobilisés pour leur pouvoir d'achat, contre l'augmentation de 1,7% de la CSG. Dans les EHPAD et à l'hôpital public, les personnels se mobilisent fortement pour de meilleures conditions de travail et d'accueil.

Dans nos champs, les personnels sont en lutte avec les réformes à venir de la formation professionnelle, de l'apprentissage, etc. qui démantèlent le manque de moyens et le désengagement de l'État ainsi que sa volonté de mettre les établissements en concurrence pour arriver au moins diant social.

Dans le secteur de l'Éducation, des milliers de jeunes, avec les personnels et les enseignant·es s'opposent à la loi Vidal « Orientation et Réussite Étudiante » : ils refusent la sélection des bachelier·es et reclament des moyens pour faire fonctionner des universités ouvertes permettant la réussite du plus grand nombre dans de bonnes conditions d'étude et de travail. Face à eux, la seule réponse du gouvernement est la montée en puissance de la répression policière et une forte mobilisation médiatique autour des prétendues dégradations commises dans les locaux. On peut, au contraire, féliciter les étudiant·es qui ont eu le courage d'occuper des facs déjà si largement délabrées faute de moyens pérennes pour les entretenir.

Macron rejette l'impérialisme américain pour jouer au gendarme du monde mais en dehors de tout droit international. Les interventions cibées n'ont pour seul but que d'asseoir l'ancre des multinationales dans certaines zones d'influence et en aucun cas d'asseoir les droits des peuples à la paix et à l'autodétermination. Ainsi, malgré des résolutions de l'ONU sur la Palestine (qui elles sont légales et plus que légitimes), la France ne s'efforce pas de voir l'État d'Israël tirer à balles réelles sur les Gazaouis, réprimant dans le sang la manifestation à l'occasion de la « Journée de la Terre », faisant 17 morts et 1900 blessés. Elle ne s'empêche pas de voir Erdogan massacrer les civils syriens à coup de bombardement, alors que celui-ci a été en première ligne pour lutter contre DAESH, et s'acharner contre les personnels de l'enseignement supérieur et de la Recherche qui dénoncent sa politique. Elle bombarde, avec les USA et le Royaume-Uni, des bases en Syrie. Il est urgent de trouver une solution politique au conflit syrien qui a déjà engendré plus de 250 000 morts en 7 ans, ceci ne peut qu'introduire un nouveau facteur de déstabilisation dans la région, constituer une étape dans l'escalade de la violence et dans le risque d'un détachement d'un conflit mondial et dramatique pour l'ensemble des peuples du monde.

Fédération CGT de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture

Pour un 1er mai revendicatif et combatif, contre la remise en cause des acquis sociaux, la sélection à l'Université, pour le progrès social, la paix et la solidarité internationale, la FERC CGT appelle à participer massivement à l'ensemble des manifestations qui auront lieu partout en France.

Comme le montrent les dernières interventions du Président Macron à la télévision, le gouvernement ne répond que par le mépris, le cynisme, la violence, aux multiples revendications exprimées ces dernières semaines par une majorité de la population. Pourtant, avec détermination, souvent dans l'unité, de nombreux salarié·es du privé comme du public, retraité·es, privé·es d'emploi, étudiant·es et lycéen·es se mobilisent pour refuser les politiques gouvernementales et patronales et porter d'autres perspectives de progrès social.

Ainsi, les cheminot·es participent très largement au mouvement de grève contre la casse du service public ferroviaire, pour l'amélioration du service rendu aux usager·es, pour le maintien de leur statut. Les fonctionnaires s'expriment, par la grève et la manifestation, contre les 120 000 suppressions de postes, contre le rétablissement du jour de carence, pour exiger la fin du gel des salaires et pour le développement du service public. Les retraité·es sont largement mobilisés pour leur pouvoir d'achat, contre l'augmentation de 1,7% de la CSG. Dans les EHPAD et à l'hôpital public, les personnels se mobilisent fortement pour de meilleures conditions de travail et d'accueil.

Dans nos champs, les personnels sont en butte avec les réformes à venir de la formation professionnelle, de l'apprentissage, etc. qui démontrent le manque de moyens et le désengagement de l'État ainsi que sa volonté de mettre les établissements en concurrence pour arriver au moins disant social.

Dans le secteur de l'Éducation, des milliers de jeunes, avec les personnels et les enseignant·es s'opposent à la loi Vidal « Orientation et Réussite Étudiante ». Ils refusent la sélection des bachelier·es et réclament des moyens pour faire fonctionner des universités ouvertes permettant la réussite du plus grand nombre dans de bonnes conditions d'étude et de travail. Face à eux, la seule réponse du gouvernement est la montée en puissance de la répression policière et une forte mobilisation médiatique autour des prétendues dégradations commises dans les locaux. On peut, au contraire, féliciter les étudiant·es qui ont eu le courage d'occuper des facs déjà si largement délabrées faute de moyens pérennes pour les entretenir.

Macron rejoint l'impérialisme américain pour jouer au gendarme du monde mais en dehors de tout droit international. Les interventions ciblées n'ont pour seul but que d'assurer l'ancrage des multinationales dans certaines zones d'influence et en aucun cas d'asseoir les droits des peuples à la paix et à l'autodétermination. Ainsi, malgré des résolutions de l'ONU sur la Palestine (qui elles sont légales et plus que légitimes), la France ne s'émeut pas de voir l'État d'Israël tirer à balles réelles sur les Gazaouis, réprimant dans le sang la manifestation à l'occasion de la « Journée de la Terre », faisant 17 mort·es et 1400 blessé·es. Elle ne s'insurge pas de voir Erdogan massacrer le peuple kurde à coup de bombardement, alors que celui-ci a été en première ligne pour lutter contre DAESH, et s'acharner contre les personnels de Enseignement supérieur et de la Recherche qui dénoncent sa politique. Elle bombarde, avec les USA et le Royaume-Uni, des bases en Syrie. S'il est urgent de trouver une solution politique au conflit syrien qui a déjà engendré plus de 350 000 mort·es en 7 ans, ceci ne peut qu'introduire un nouveau facteur de déstabilisation dans la région, constituant une étape dans l'escalade de la violence et dans le risque d'un déclenchement d'un conflit mondialisé et dramatique pour l'ensemble des peuples du monde.

Face à cette volonté de remodeler notre société au profit des plus riches et des quelques 1ers de cordée, la FERC CGT porte d'autres revendications pour transformer la société et répartir réellement les richesses créées par le travail :

- une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux.
- Le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein, en CDI dans le privé, sous statut dans le public.
- La reconquête de véritables services publics de proximité, de qualité, accessibles à toutes et tous.
- La reconquête d'une véritable sécurité sociale solidaire (maladie, retraite, allocations familiales, assurance chômage, perte d'autonomie), financée par les richesses créées par le travail à travers les cotisations sociales, pour une couverture à 100 % de l'ensemble des risques de la naissance à la mort.
- La refonte du droit du travail, abrogation des lois travail « El Khomri » et XXL et des ordonnances Macron, l'amélioration des droits et garanties collectives des salarié·es par le renforcement des statuts et des conventions collectives.
- Une école pour l'émancipation de toutes et tous, le refus de la mise en place du tri social généralisé et de la sélection, la mise en place du droit à la poursuite des études de son choix, tout au long de la vie et donc l'abrogation de la loi ORE.
- La garantie des diplômes et des certifications nationales. Un droit à la formation tout au long de la vie assurée par un grand service public de la formation professionnelle.

La FERC CGT encourage les personnels, étudiant.es et lycéen.nes à rejoindre, étendre et renforcer le mouvement de contestation de la loi ORE, des réformes du Bac et du lycée ainsi que de toutes les contre-réformes du gouvernement. L'enjeu est clair : obtenir le retrait de ces réformes et mettre un coup d'arrêt à l'entreprise de casse des services publics de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

A cette fin la FERC CGT appelle tous les collègues à participer massivement aux rassemblements et manifestations du 1er mai et à participer aux mobilisations et aux grèves du 3 mai et plus largement aux mobilisations qui auront cours dans les semaines à venir.